

Objectifs

1. Comprendre le rôle et les missions du CSE
2. Connaître son fonctionnement et ses moyens d'action
3. Identifier les attributions
4. Comprendre les comptes de l'entreprise

Public

Élus du CSE

Pré-requis

Aucun

Moyens pédagogiques

QCM et mises en situation

Modalités d'évaluation

Quizz, évaluation et questionnaire de satisfaction

Durée

4 jours soit 28 heures

Intervenant

Juriste en droit social et expert comptable

Suivi

Assistance téléphonique pendant 3 mois après le stage

Tarif

Intra : 1 590 € nets / jour / groupe
(+ frais pour la province en présentiel)
Inter : 590 € nets / jour / personne
Inter Visio : 490 € nets / jour / personne

Financement

Financement par le CSE

Modalités d'accès

30 jours avant le début de la formation

Modalités techniques

Possibilité de suivre cette formation en visio via Microsoft Teams.
Invitation envoyée au préalable à chaque participant.
Support de formation envoyée à l'issue de la formation

Accessibilité

En cas de situation de handicap, nous contacter en amont afin de mettre en place les adaptations et autres modalités

Programme :

Jour 1 : Le rôle, le fonctionnement et les moyens du CSE

La présentation du CSE

La mise en place et son rôle

La composition et l'organisation

Les titulaires et suppléants
La présidence et les assistants
Le secrétaire, le trésorier et les adjoints
Les autres représentants du personnel :
les représentants syndicaux et de proximité

Le fonctionnement

L'ordre du jour
Les réunions
Le procès-verbal
Le règlement intérieur
Les commissions

Les moyens

Le local et le matériel
Les heures de délégation
Les budgets
La base de calcul
L'utilisation
Les obligations comptables
Les modes de communication
Le droit à la formation

Jour 2 : Les attributions économiques

La notion d'information et de consultation
Les modalités de consultation (avis et délais)
La compétence générale
Les consultations obligatoires (orientations stratégiques, situation économique et financière, politique sociale, conditions de travail et emploi)
Les consultations ponctuelles (domaines de compétences)
La BDESE
Accès et contenu
L'adaptation par voie d'accord
Le rôle en matière de santé, sécurité et conditions de travail
Inspections
Enquêtes

Jour 3 : Autres points à connaître

Les réclamations

Individuelles et collectives

Les expertises

Les cas de recours

La désignation

La prise en charge financière

Le droit d'alerte

Économique

Social

Les atteintes aux droits des personnes et aux libertés

Le danger grave et imminent

Les attributions sociales

La gestion des activités sociales et culturelles (ASC)

ASC et URSSAF

Le statut des membres

La durée et le renouvellement des mandats

La protection en cas de licenciement

Jour 4 : Réorganisations et licenciements économiques

En amont : les mesures de prévention des licenciements à connaître

Ordonnance Macron : les accords de performance collective

Activité partielle

Maîtriser la notion du motif économique

Causes économiques qui justifient un licenciement : difficultés économiques, réorganisation pour la sauvegarde de la compétitivité de l'entreprise
Conséquences sur l'emploi (suppression, transformation ou modification du contrat de travail)
Cadre d'appréciation des causes économiques

Les procédures de licenciement économique

Licenciement individuel
Licenciement de moins de 10 salariés
Licenciement de plus de 10 salariés

S'approprier le cadre juridique d'un PSE

Enjeux d'une réorganisation et l'impact sur l'emploi
Obligations de formes et de calendrier
Calendrier du projet de licenciement économique collectif
Elaboration des documents pour la consultation
Contenu du plan : les mesures devant figurer dans le catalogue des mesures sociales
Communication sur le projet
Procédures d'homologation et de validation, la limitation de la portée de l'annulation de la décision de la DIRECCTE

Cerner les enjeux d'un plan de départ volontaire

Cadre juridique et son contexte
Salariés concernés
Négociation des modalités de la rupture du contrat de travail
Conséquences juridiques de la rupture amiable
Rôle du CSE dans la mise en place

Appréhender le dispositif de la rupture conventionnelle collective

Qualifier le contexte
Forme et contenu de la négociation
Procédure
Impact sur le contrat

Maîtriser les enjeux juridiques

Choix entre l'acte unilatéral et l'accord
Risque contentieux et ses conséquences